

Alimentation et climat : le rôle des fondations dans le changement d'échelle des initiatives locales

Co-organisée par la Fondation de France

Mardi 8 septembre 2015 de 16h00 à 17h30
Petit Auditorium, Palais Brongniart

INTERVENANTS

Chloé Gaspari, Chargée de mission, Groupe de recherche en agriculture biologique (GRAB)
Frederic Apollin, Directeur général, Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF)
Emile Frison, Expert en conservation et biodiversité agricole, IPES-Food
Matthieu Calame, Directeur, Fondation Charles Leopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH)
Modérateur
Dominique Lemaistre, directrice du mécénat, Fondation de France



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- **Les dérèglements climatiques aggravent les inégalités et l'insécurité alimentaire,**
- **Les petits producteurs sont les premières victimes de la faim et du changement climatique**
- **les agricultures paysannes et biologiques représentent des solutions viables**
- **Soutenir la recherche participative, les savoir-faire et les innovations locales**
- **Privilégier les systèmes agricoles résilients, durables et diversifiés**
- **Le rôle des fondations est d'appuyer le développement d'approches nouvelles et locales**

Les dérèglements climatiques aggravent les inégalités et l'insécurité alimentaire, et génèrent des conflits et des migrations massives des populations rurales vulnérables. En premières victimes de ces dérèglements, on trouve les petits producteurs, qui représentent 40% de la population active mondiale et sont aussi particulièrement touchés par la faim. Pour faire face à ces enjeux climatiques, environnementaux, sociaux et alimentaires, les agricultures paysannes et biologiques représentent des solutions viables.

Des mesures nécessaires consistent à lever les freins de la recherche participative, valoriser les savoirs locaux et paysans ; appuyer la mise en réseau et la diffusion des innovations locales ; mettre la priorité sur le soutien aux agricultures familiales; Privilégier des systèmes agricoles résilients, durables et diversifiés, et rompre avec une culture scientifique centrée sur les gains de productivité et la spécialisation variétale.

Dans ce cadre, Les fondations représentent des acteurs particuliers, structurant leur action sur le long terme autour d'enjeux stratégiques, et ayant la capacité d'appuyer le développement d'approches nouvelles. Elles peuvent décloisonner et croiser le travail des acteurs en lien avec les systèmes alimentaires, pour les orienter vers un objectif de durabilité et d'amélioration de l'impact sociétal. En soutenant des initiatives locales, elles créent un contexte favorable à leur montée en politique: soutien à des projets pilotes, mise en réseau des acteurs et renforcement des synergies, production et dissémination de connaissances, etc.

RESUME DES INTERVENTIONS

Introduction : Dominique Lemaistre, modératrice

Les systèmes alimentaires sont un levier pour l'émergence de sociétés à « Zéro exclusion, zéro carbone, zéro pauvreté » car nos modèles alimentaires ont des impacts environnementaux,

En dégradant l'environnement, nous condamnons à la pauvreté ceux qui en dépendent et accélérons le changement climatique

sociaux et économiques. 12 millions d'hectares de terres sont détruits chaque année, notamment à cause des mauvaises pratiques agricoles. Ces pertes sont compensées par la mise en culture de puits de carbone (forêts, zones humides, prairies).

Les systèmes agricoles intensifs génèrent de nombreuses externalités négatives : pollution (notamment de l'eau), gaz à effet de serre (20% des émissions mondiales), déforestation (13 millions d'hectares détruits, affectant les moyens d'existence de 1,6 milliards de personnes), 1,3 milliards de tonnes de denrées comestibles gaspillées tous les ans tandis que la faim dans le monde perdure. Il y a là un cercle vicieux : en dégradant l'environnement, nous condamnons à la pauvreté ceux qui en dépendent et accélérons le changement climatique.

Pour y faire face, un triple défi se pose : comprendre les systèmes alimentaires et leurs défaillances, faire changer les comportements et les mentalités, et diffuser les modèles pertinents. Cette crise climatique et environnementale représente une opportunité pour repenser la société à l'horizon 2050, en remettant au centre le respect de la nature et la solidarité. Pour cela il faut faire converger les sphères politiques et économiques avec les attentes des citoyens.

Face à ces enjeux, les fondations disposent de certains atouts : elles peuvent inscrire leur action dans le temps et soutenir des actions complémentaires pour élargir le champ des possibles : développement de projets pilotes ; convergence des acteurs ; renforcement des réseaux ; dissémination des connaissances pour soutenir politiquement des solutions éprouvées.

Chloé Gaspari : aller vers la recherche participative

Les principes de l'expérimentation en agriculture biologique ont été classifiés par Stéphane Belon (INRA) en trois niveaux : la réduction (du recours aux intrants extérieurs), le remplacement (introduction d'insectes auxiliaires dans la gestion des bio-agresseurs), et la re-conception (des systèmes de production). Les projets menés par le Groupe de recherche en agriculture biologique (GRAB) depuis 36 ans suivent deux approches : une approche expérimentale classique fondée sur des modes de raisonnement analytiques, et une approche d'évaluation de systèmes nouveaux considérés dans leur ensemble. Deux illustrations : le projet de La Durette, ferme expérimentale qui s'inscrit dans une démarche participative (alliant ingénieurs, techniciens agricoles et chercheurs) ; et le projet INTERAbio, qui vise à revaloriser des variétés locales reproductibles en conduisant des essais délocalisés et des évaluations multi-acteurs.

La recherche participative présente de nombreux avantages : décloisonner les acteurs pour traiter des sujets complexes ; mettre en place des partenariats adaptés, accélérer le transfert de solutions pérennes vers les agriculteurs. Mais des freins existent : manque de soutien aux agriculteurs, des cadres de recherches classiques inadaptés, manque de valorisation de l'engagement des chercheurs.

Pour faciliter les démarches participatives, il faudrait évaluer sur les processus plus que sur des résultats annuels, et penser les partenariats à moyen-long terme, en cohérence avec le temps de l'agriculture et la construction de relations de confiance. Enfin, l'implication des chercheurs dans des projets de terrain doit être facilitée pour en maximiser les bénéfices sociétaux.

Frédéric Apollin : Soutenir les agricultures familiales, notamment au Sud

Le changement climatique représente une contrainte supplémentaire pour les petits agriculteurs. Pour rappel, les trois quarts des personnes sous-alimentées sont des paysans.

Ce paradoxe explique que la sécurité alimentaire ait initialement été un pilier de la Convention-



**ZÉRO EXCLUSION
CARBONE,
PAUVRETE**
8^e édition - 7, 8 et 9 sept. 2015
Palais Brongniart - Hôtel de Ville - Paris



cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Les dérèglements climatiques accroissent la dégradation des sols, la pression sur les ressources naturelles, et les risques de conflits. Ils entraînent une baisse des rendements et haussent les prix des denrées alimentaires. Et cela s'ajoute aux contraintes historiques (pression foncière, difficile accès marchés, politiques défavorables...etc). Cette conjecture accentue l'exode rural : d'ici à 2080 il pourrait y avoir 1 milliard de réfugiés, tandis que 600 millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir de la faim. C'est une injustice pour les pays en développement, et l'Afrique en particulier : ceux qui émettent le moins de CO2 subissent le plus les conséquences des dérèglements climatiques.

L'Année internationale de l'agriculture familiale (AIAF-2014) a permis de rappeler la modernité et l'efficacité des agricultures familiales face aux défis alimentaires, environnementaux et sociaux.

L'agriculture doit assurer une alimentation suffisante et de qualité, protéger et restaurer les écosystèmes et être moteur d'une croissance économique inclusive

L'agriculture n'a pas pour seule vocation de produire, elle doit assurer une alimentation suffisante et de qualité, protéger et restaurer les écosystèmes et la biodiversité, et être moteur d'une croissance économique inclusive. Dans les programmes de développement, la priorité doit être mise sur ces agricultures familiales, afin d'appuyer leur adaptation, limiter leur vulnérabilité, et développer des systèmes de production et de transformation durables. Trois types d'actions peuvent être donnés en exemple :

- Défendre l'accès aux ressources naturelles et prévenir les risques : adaptation des routes de transhumance au nord du Sénégal
- Promouvoir l'agro-écologie, source de résilience : jardins créoles haïtiens, banques de semences paysannes certifiées...etc
- Développer les filières valorisant les produits locaux

Le changement d'échelle (dissémination, réplique, essaimage des expériences...) est un

enjeu central. La dissémination, qui implique une mise en réseau, augmente le pouvoir de conviction politique des innovations paysannes. Pour augmenter leur visibilité, notamment au Sud, une plateforme de capitalisation des innovations locales et paysannes a été mise en place l'an dernier à l'initiative de la Fondation de France, réunissant réseaux d'ONG (CFSI, Groupe initiatives, Inter-réseaux), institutions de recherche (Cirad...), organisations paysannes et bailleurs. Cette plateforme vise à faciliter l'analyse participative des conditions de répliquabilité et des leviers de diffusion adaptés et à soutenir les innovateurs dans la recherche de modèles économiques pérennes. Quatre axes ont été retenus : agro-écologie, sécurité foncière, accès aux marchés urbains, et financement de la gestion des risques agricoles.

Emile Frison : produire des analyses intégrées en faisant collaborer tous les acteurs

Il est nécessaire d'aborder les questions agricoles à travers la notion de systèmes durables, en intégrant tous les éléments et acteurs de la chaîne de valeur, et en considérant conjointement tous les objectifs sociétaux importants. La focalisation sur la productivité agricole se fait au détriment de l'environnement, de la santé, et du bien-être social.

Pour faire émerger des systèmes alimentaires durables, un changement de paradigme profond est nécessaire. Cela nécessite la collaboration des acteurs concernés et l'arrêt du travail « en silo ». Comment ? Par une vision commune à long terme et l'adoption de politiques intégrées et non de politiques sectorielles concurrentes.

Seuls des systèmes hautement résilients, valorisant les savoirs paysans et la diversification des cultures peuvent faire face aux dérèglements climatiques.

Les impacts des dérèglements climatiques ne peuvent être compensés par le génie génétique. Seuls des systèmes hautement résilients peuvent y faire face. Cela appelle à revaloriser les savoirs paysans et la diversification des cultures, et donc à revoir l'approche scientifique centrée sur l'amélioration et la spécialisation variétale.

Il faut décloisonner les différents secteurs et intégrer le caractère urgent de la transformation.

Le Stockholm Resilience Centre montre que des seuils de non-retour ont déjà été dépassés (rupture des cycles naturels). De plus il faut agrandir le champ des possibles en s'intéressant aux innovations hors des systèmes de recherche classiques. Une bonne compréhension de l'économie politique des systèmes alimentaires est aussi nécessaire : qui finance ? Qui influence ? Qui décide ?

L'IPES-Food, rassemblant des scientifiques de diverses disciplines et des acteurs des différents systèmes (organisations paysannes, ONG, entreprises...) propose une solution pour produire des analyses intégrées. Ce panel visant à influencer les décideurs se caractérise par son indépendance, son approche transdisciplinaire et holistique, et sa réflexion axées sur l'économie politique.

Dans ce cadre, le secteur philanthropique joue un rôle primordial. Alors que les décideurs sont soumis aux échéances électorales, le secteur commercial à un impératif de rentabilité, la recherche à une approche uni-disciplinaire, et les acteurs de la société civile à un manque de coordination et de moyens, les fondations peuvent jouer un rôle moteur en rassemblant les acteurs autour d'enjeux à long terme.

Matthieu Calame : structurer les institutions politiques autour des systèmes alimentaires

Nos institutions devraient être structurées autour des systèmes alimentaires et non de l'agriculture. Ainsi une politique alimentaire européenne permettrait des avancées

considérables sur les plans sociaux et environnementaux, pour lesquels la politique agricole commune (PAC) n'est pas adaptée.

Malgré la convergence des points de vue sur les enjeux et les obstacles, l'évolution des systèmes alimentaires est limitée. Cinq freins majeurs se démarquent :

- L'absence d'une communauté mondiale : la COP21 illustre bien cette incapacité à se répartir les responsabilités.
- Les acteurs corporatistes doivent être prêts à négocier des contreparties, plutôt que d'être des forces de blocage.
- L'éducation au développement durable est cruciale, étant donné l'impact énorme des habitudes individuelles de consommation
- Le travail de la recherche est important pour soutenir celui des ONG et construire des argumentaires économiques solides comme

Tous les segments de la société doivent être mobilisés vers la transformation

base de négociation avec les décideurs.

- Tous les segments de la société doivent être mobilisés vers la transformation en faveur des agricultures familiales et du bio : création d'institutions de recherche, de financements adaptés, de marchés protégés

Enfin le terme « innovation » est à questionner : il ne faut pas être neuf mais pertinent. Beaucoup d'innovations sont des réminiscences de pratiques anciennes adaptées à un contexte.

ECHANGES AVEC LA SALLE

Quelle évolution du rôle des fondations ?

Dominique Lemaître

Des systèmes de coopération se mettent en place pour coordonner les efforts des fondations et rationaliser l'utilisation des ressources. Le compagnonnage est également envisagé mais il y a un tiraillement entre compagnonnage/partenariat et massification en soutenant de petits projets.

Comment financer les associations de plaidoyer ?

Cela pose problème car les bailleurs fonctionnent sur un principe de paiement sur résultat, ce qui est contraire au principe du plaidoyer, qui doit s'inscrire dans le temps pour faire évoluer les mentalités.

Comment changer d'échelle ?

Frédéric Apollin

Il faut notamment penser à la formation, formidable vecteur de transformation des mentalités et des pratiques mais qui n'évolue pas aussi vite que les idées et demande une évolution générationnelle.

Matthieu Calame

Le passage de l'initiative citoyenne à l'action politique est central. L'appui de la FDF a été précieux en Basse-Normandie pour convaincre les décideurs politiques de se saisir de ces questions d'alimentation.